

[Text]

My field of specialization is development economics. I have done it in Warsaw, in a communist country, as well as in Oxford, which is a reasonably adequate university. It would be much better if we could deal with the causes of poverty directly. We should aim at that. I think that CIDA and myself in a number of speeches have been arguing that point. I think it is the correct point and it would be much better if we could deal with the causes right away. This is a slow evolution. The world is not as generous as you would like it to be. Before it becomes that generous, it will take quite a while. We can push it along, as we are trying to do, but we also have to know that we will not succeed tomorrow or next week. In the meantime, we have to alleviate the poverty of the people as much as we can within conditions of action and operation that are not optimal.

Basically, Mr. Chairman, I agree with the point. I am glad to see I can still make speeches that contain sophistry. I am sure some of them do. I would also like to say that some of my arguments would feel reasonably good to a large number of people in both the academic and the pragmatic world. I feel I am in reasonably good company there.

The Chairman: Professor, did you want to comment?

Prof. Chossudovsky: I have one very short comment on the comparison between adjusting and not adjusting. I think we have to bear in mind that there are certain penalties for not accepting IMF conditions and IMF policy remedies. It is certainly true that countries that have chosen to do it on their own have run into a number of difficulties, particularly in the fact that they are no longer recipients of international development loans. I think it is important that this structural adjustment policy ultimately can be implemented only because it is tied to IMF conditionality. It gives the green light to obtaining credits from private commercial banks as well as from public donors.

In that regard, I do not think the comparison is a useful one. There is certainly no evidence that the orthodox stabilization package is actually significantly better than the penalties of not complying.

The Chairman: Ms Burdette, did you want to comment?

[Translation]

problèmes, particulièrement en ce qui a trait au prix des marchandises.

Mon domaine de spécialisation est l'économie du développement. J'ai travaillé sur ces questions à Varsovie, dans un pays communiste, ainsi qu'à Oxford, dans une université de bonne réputation. À mon avis, il serait bien préférable de nous occuper directement des causes de la pauvreté. C'est le but que nous devrions nous fixer. D'ailleurs, moi-même et l'ACDI en général avons prononcé bien des discours favorables à cela. C'est la question sur laquelle il faut insister, et il serait bien préférable de nous attaquer à ces causes immédiatement. Les choses évoluent cependant lentement. Le monde n'est pas aussi généreux que vous l'aimeriez. Il s'écoulera beaucoup de temps avant qu'il ne le devienne. Nous pouvons l'encourager à évoluer en ce sens, comme nous nous efforçons déjà de le faire, mais nous devons nous rendre compte que nos efforts ne seront pas couronnés de succès du jour au lendemain. Entre temps, nous devons soulager le plus possible les gens qui souffrent de pauvreté, dans les limites des conditions actuelles du monde et de son fonctionnement moins qu'idéal.

Monsieur le président, pour l'essentiel, je suis d'accord avec les propos que nous venons d'entendre. Par ailleurs, je suis heureux d'apprendre que je peux encore commettre des sophismes. Je suis sûr que certains députés le font aussi. J'ajouterai également que certains de mes arguments seront assez favorablement reçus par beaucoup de gens, y compris des universitaires et des gens un peu plus pratiques. Je me sens en assez bonne compagnie ici.

Le président: Monsieur Chossudovsky, aimeriez-vous ajouter quelque chose?

M. Chossudovsky: J'aurais une très brève remarque sur la comparaison qu'on a établie entre les mesures d'adaptation et le refus de s'adapter. À cet égard, il faut se rappeler que la non acceptation des conditions et des politiques de redressement du FMI entraîne certaines pénalités. Il est certainement vrai que les pays ayant choisi de faire bande à part et d'adopter leurs propres politiques se sont heurtés à un certain nombre de difficultés, particulièrement la suspension des prêts internationaux de développement. Cette politique d'ajustement structurel ne peut être mise en oeuvre que parce qu'elle est liée aux conditions du FMI, il est important de se le rappeler. C'est ainsi que le pays peut obtenir le feu vert nécessaire pour recevoir des crédits des banques commerciales privées ainsi que des dons publics.

La comparaison ne me paraît donc pas utile sous cet angle. Il n'y a certainement aucune preuve que les mesures de stabilisation orthodoxe sont de beaucoup supérieures aux pénalités entraînées par le refus de s'y conformer.

Le président: Madame Burdette, avez-vous quelque chose à ajouter?